

DIRECTION DES ACHATS

**Cahier des clauses
administratives
particulières**

**Accord-cadre à
bons de commande
de Fourniture de
réactifs et de
consommables pour
le laboratoire de
Biologie Médicale
du CHUM,**

CHU de Martinique

Sommaire

1. Objet de l'accord-cadre à bons de commande, dispositions générales	4
1.1. Objet.....	4
1.2. Décomposition de l'accord-cadre à bons de commande.....	4
1.3. Représentation des parties	4
1.4. Durée de l'accord-cadre à bons de commande.....	5
1.5. Reconduction	5
2. Pièces constitutives	5
3. Forme des notifications et informations au titulaire.....	6
4. Prix, variation du prix	6
4.1. Mode d'établissement du prix.....	6
4.2. Nature du prix.....	6
4.3. Contenu des prix	6
4.4. Forme et variation du prix.....	7
5. Avance.....	7
5.1. Conditions de garanties pour le versement de l'avance	7
5.2. Bénéficiaires de l'avance.....	7
5.3. Montant de l'avance	8
5.4. Modalités de règlement de l'avance	8
5.5. Modalités de résorption de l'avance	8
6. Règlement des comptes	8
6.1. Transmission des demandes de paiement.....	8
6.2. Modalités de règlement du prix	9
6.3. Demandes de paiement	9
6.3.1. Demande de règlement partiel définitif	9
6.3.2. Solde de l'accord-cadre à bons de commande.....	10
6.4. Délais de règlement	10
6.5. Intérêts moratoires	11

6.6. Règlement en cas de cotraitants	11
7. Délais - Pénalités et primes	11
7.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations	11
8. Modalités d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande	11
8.1. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	11
8.2. Conditions d'exécution des prestations	11
8.3. Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande	12
8.4. Surveillance en usine	12
8.5. Documents à fournir après exécution	12
9. Constatation de l'exécution des prestations	12
9.1. Opérations de vérification	12
9.2. Décision	12
10. Assurances	12
11. Clause de réexamen	13
12. Clause RGPD	17
13. Résiliation	17

1. Objet de l'accord-cadre à bons de commande, dispositions générales

1.1. Objet

Le présent accord-cadre à bons de commande régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet :

Fourniture de réactifs et de consommables pour le Laboratoire de Biologie Médicale du CHUM .

La description et les spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières.

1.2. Décomposition de l'accord-cadre à bons de commande

Le présent accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum est alloti (voir CCTP).

Chaque bon de commande précisera :

- les quantités des prestations à réaliser
- le contenu détaillé des prestations à réaliser
- le montant du bon de commande

Et s'il y a lieu :

- les conditions particulières d'exécution
- les conditions particulières de livraison et d'admission / réception
- les délais de livraisons
- le lieu de livraison
- les documents à fournir à la livraison.

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies dans le présent CCAP.

1.3. Représentation des parties

Dès la notification de l'accord-cadre à bons de commande, le titulaire et le donneur d'ordre désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande et notifient cette désignation au donneur d'ordre ou au titulaire de l'accord-cadre à bons de commande.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques

signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

1.4. Durée de l'accord-cadre à bons de commande

La durée de l'accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum est de **QUARANTE HUIT (48) MOIS**.

Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice pourra émettre des bons de commande pendant la durée de l'accord-cadre à bons de commande fixée à l'acte d'engagement.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence du pouvoir adjudicateur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

1.5. Reconduction

Le présent accord-cadre à bons de commande ne fera pas l'objet de reconduction.

2. Pièces constitutives

Le présent accord-cadre à bons de commande est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante.

2.1. Pièces particulières

- L'acte d'engagement ;
- Le cahier des clauses administratives particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes du dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- L'offre financière : un bordereau de prix unitaire.

2.2. Pièces générales

- Les CCTG, les normes nationales et européennes en vigueur au 1er jour du mois d'établissement des prix ;
- Le CCAG fournitures courantes et services (CCAG FCS) (Arrêté du 19 janvier 2009).

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

3. Forme des notifications et informations au titulaire

Information au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Notification électronique par le biais de la plateforme de dématérialisation www.marches-publics.gouv.fr ;
- Lettre recommandée avec accusée de réception ;
- Télécopie.

4. Prix, variation du prix

4.1. Mode d'établissement du prix

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison.

4.2. Nature du prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du présent accord-cadre à bons de commande seront réglés, comme précisé à l'acte d'engagement, suivant la nature de l'accord-cadre à bons de commande :

Voir liste des lots dans le CCTP : par application des prix unitaires dont le libellé est détaillé au bordereau des prix unitaires.

4.3. Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre à bons de commande sont tous droits acquittés DDP, TTC pour les distributeurs locaux et sont établis en considérant comme incluses outre les sujétions définies à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les contraintes normalement prévisibles : intempéries, phénomènes naturels, habituels dans la région d'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS), les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre du présent accord-cadre à bons de commande conclus en groupement :

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix de l'accord-cadre à bons de commande sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectués par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

Les prestations seront réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande.

4.4. Forme et variation du prix

Le présent accord-cadre à bons de commande est passé à prix révisibles

Les prix proposés seront livrés rendus CHUM tous droits acquittés (INCOTERM DDP), marchandises dépotées ; TTC pour les distributeurs locaux.

4.4.1 Modalités des variations des prix

Le titulaire devra adresser au Pouvoir Adjudicateur sa demande de révision de prix, sous pli recommandé avec avis de réception, au moins DEUX (2) MOIS avant la date d'application de ces nouveaux tarifs. Les nouveaux prix ne seront applicables qu'après acceptation par le CHUM.

A défaut de remplir cette obligation dans les délais impartis, le titulaire est réputé refuser la révision et le marché se poursuit sans modification de prix.

4.4.2. Clause butoir

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur limite les révisions de prix à 0.8 % si le calcul du taux de révision fait apparaître une augmentation supérieure.

4.4.3. Clause de sauvegarde

Si la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à 0.8% non acceptable au regard des contraintes budgétaires du CHUM, celui-ci aura la possibilité de résilier par anticipation, sans indemnité la partie non exécutée du marché, à la date de changement de prix. En outre, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de solliciter l'avis du Service en charge de la concurrence à tout moment qu'il juge opportun.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minima de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

5. Avance

Une avance est accordée au titulaire ou groupement dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse par le titulaire de l'accord-cadre.

5.1. Conditions de garanties pour le versement de l'avance

Le fournisseur doit fournir la garantie à première demande prévue à l'article R2191-44 du code de la commande publique.

Cette garantie ne peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

5.2. Bénéficiaires de l'avance

Lorsque l'accord-cadre à bons de commande est passé avec un contractant unique ou avec des prestataires groupés conjoints, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le titulaire ou le mandataire et, à celles exécutées par chaque cotraitant.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire ou aux cotraitants conjoints s'appliquent alors au montant TTC des prestations réalisées par le titulaire ou par chacun des cotraitants conjoints.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire.

Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des prestations à réaliser par l'ensemble des cotraitants solidaires.

5.3. Montant de l'avance

Le montant de l'avance sera égal à 5 % du montant initial TTC de l'accord-cadre à bons de commande en prix de base, lorsque le délai d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande sera au plus égal à un an ; si ce délai est supérieur à un an, ce montant sera multiplié par un coefficient réducteur égal au rapport $12/N$, N étant le délai d'exécution évalué en mois, figurant à l'acte d'engagement.

5.4. Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie le cas échéant et son règlement interviendra dans le délai fixé dans l'acte d'engagement.

Ce règlement doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet sa première demande de paiement relatif à l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande ou de la tranche.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution n'est pas constituée dans les conditions ci-avant, le titulaire perd jusqu'à la fin de l'accord-cadre à bons de commande la possibilité d'obtenir cette avance.

5.5. Modalités de résorption de l'avance

La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande de paiement, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers.

6. Règlement des comptes

6.1. Transmission des demandes de paiement

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Pour les grandes entreprises et les entreprises de taille intermédiaire, la transmission de factures dématérialisées est rendue obligatoire. Cette obligation concerne les PME à compter du 1er janvier 2019 et les micro-entreprises à partir du 1er janvier 2020.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués

exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ;

le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

6.2. Modalités de règlement du prix

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG applicable, les précisions ci-dessous sont apportées.

6.3. Demandes de paiement

Conformément aux dispositions de l'article 11.8 du CCAG FCS, le titulaire transmet sa demande de paiement après exécution et décision d'admission des prestations par le pouvoir adjudicateur.

6.3.1. Demande de règlement partiel définitif

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations de l'accord-cadre à bons de commande, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le détail des prix unitaires ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- la retenue de garantie, établie conformément à la réglementation en vigueur ;
- les pénalités éventuelles pour retard ;

- les avances à rembourser ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC-DDP.

La demande de paiement devra comporter le cas échéant le numéro du ou des bons de commande et du ou des bons de livraison.

Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

6.3.2. Solde de l'accord-cadre à bons de commande

La demande de paiement du solde est établie, conformément à l'article "Demande de paiement" du présent document et à l'article 11.8 du CCAG applicable, par le titulaire :

- dans un délai de 50 jours à compter soit de la décision de réception des prestations soit de la dernière décision de réception distincte en cas de règlement partiel définitif
- ou, par dérogation à l'article 11.8 du CCAG applicable, dans un délai de 10 jours suivant la parution de l'index de référence permettant le calcul de la révision du solde ou de la révision définitive, si celle-ci est postérieure.

Lorsqu'il y a eu paiement de règlements partiels définitifs, le titulaire transmet un décompte pour solde qui comporte, deux parties :

- une récapitulation des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations de l'accord-cadre à bons de commande objet du projet de décompte,
- le cas échéant, une demande de paiement correspondant : aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
- au solde de l'accord-cadre à bons de commande le cas échéant.

Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement qui comporterait des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

6.4. Délais de règlement

Les délais dont dispose le donneur d'ordre ou son représentant pour procéder au règlement des acomptes/règlements partiels définitifs éventuels et du solde sont fixés dans l'acte d'engagement.

6.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre à bons de commande donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013.

6.6. Règlement en cas de cotraitants

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

7. Délais - Pénalités et primes

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée.

7.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Les stipulations de l'article 14 du CCAG FCS sont seules applicables.

8. Modalités d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande

8.1. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG FCS.

8.2. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être exécutées dans les délais prévus à l'acte d'engagement. Les prestations seront réalisées dans les conditions du CCTP.

La fourniture devra être livrée et installée dans les délais prévus à l'acte d'engagement.

Les fournitures sont à livrer à (aux) adresse(s) suivante(s) : voir CCTP.

La livraison s'effectue conformément aux dispositions définies par le CCTP ainsi que dans le respect des dispositions de l'article 20 du CCAG FCS.

8.3. Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception du bon de commande pour formuler ses réserves. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté.

8.4. Surveillance en usine

Sans objet.

8.5. Documents à fournir après exécution

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant telle que définie au CCTP.

9. Constatation de l'exécution des prestations

9.1. Opérations de vérification

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG Fournitures Courantes et Services et dans les conditions définies dans le CCTP.

9.2. Décision

La décision sera prononcée par le pouvoir adjudicateur ou son représentant conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG Fournitures Courantes et Services - CCAG FCS.

10. Assurances

Le titulaire est seul responsable, vis-à-vis des tiers et du CHU de Martinique des conséquences de son activité, et notamment de tous les dommages matériels et immatériels pouvant découler de l'exécution des fournitures et services prévus au marché, que ce soit aux personnes, aux biens et aux installations.

Le titulaire devra contracter, à cet effet, auprès d'une compagnie notoirement solvable et, à hauteur requise en termes de montants et plafonds financiers, les assurances couvrant tous les risques susvisés.

Le titulaire devra justifier, dans un délai de **15 jours** à compter de la notification du marché auprès du CHU de Martinique qu'il est titulaire d'une ou plusieurs polices d'assurances contenant les garanties en rapport avec l'objet du marché, et justifiant qu'il est couvert au titre de la responsabilité civile (articles 1382 à 1384 du code civil), ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

Chaque année, à la date anniversaire de la notification du marché, le titulaire produira une attestation de son ou ses assureurs justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient toujours les garanties en rapport avec l'objet du marché.

Le titulaire produira les conditions générales et particulières de ses polices d'assurance sur simple demande du CHU de Martinique.

Il devra, s'il y a lieu et à la demande du CHU de Martinique, souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le CHU

de Martinique pour assurer la couverture des risques pouvant découler de l'exécution des prestations objet du présent marché. La souscription d'une police complémentaire est à la charge financière du titulaire du marché.

La méconnaissance par le titulaire des stipulations prévues au présent article donnera lieu, de plein droit et sans mise en demeure, à l'application des pénalités suivantes : en cas de retard de communication des attestations prévues au présent article, une pénalité de 100 euros par jour de retard sera appliquée, de plein droit et sans mise en demeure.

Il est précisé que dans le cas où le titulaire est un groupement, les stipulations ci-dessus sont également applicables à chacun des cotraitants.

Le titulaire devra remettre, dans un délai de **15** jours à compter de la notification du marché, une attestation d'assurance justifiant qu'il est couvert au titre de la responsabilité civile (articles 1382 à 1384 du code civil), ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

11. Clause de réexamen

En complément des clauses permettant le réexamen de l'accord-cadre à bons de commande qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions de l'accord-cadre à bons de commande, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties par voie d'avenant, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut,

- dans le cas du groupement solidaire, il sera procédé à la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande pour faute
- dans le cas du groupement conjoint, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :
- de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire,
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

12. Obligations du titulaire

12.1. Confidentialité et protection des données à caractère personnel

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, études, informations et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent contrat. Il s'interdit toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de la personne publique.

Le titulaire ainsi que le pouvoir adjudicateur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et de protection des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG. Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Toutefois par dérogation à l'article 5.2 du CCAG et conformément au Règlement

(UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, les dispositions particulières suivantes sont applicables en matière de confidentialité et de protection des données :

Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait /font l'objet du marché ;
 - traiter les données conformément aux instructions. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public;
 - garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché
-
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
 - prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants au sens du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016. Le titulaire s'engage à les leur communiquer. Ainsi, le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Notification des violations à caractère personnel

Le titulaire notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : mail ou tout moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Délégué à la protection des données

Le titulaire communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement conformément au guide du sous-traitant publié par la CNIL.

Documentation

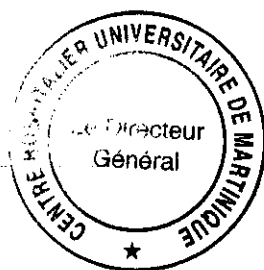
Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

13. Résiliation

Les dispositions des articles 29 à 36 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Fournitures Courantes et Services (FCS) sont applicables au présent accord-cadre à bons de commande.

Fort-de-France, le 9 juillet 2020

21/ Le Directeur Général,
B. GAREL A. CALAIS

A handwritten signature in black ink, appearing to be "A. Calais", followed by a short horizontal line.